

**COLLECTIVITES TERRITORIALES et HAUT DEBIT**

**ESPAGNE  
Projet Ens Gestor**

---

*Etude réalisée par le Cabinet Analysys  
pour le compte de l'Autorité de régulation des télécommunications  
et la Caisse des Dépôts et Consignations*



## **AVERTISSEMENT**

L'Autorité de régulation des télécommunications et la Caisse des Dépôts et Consignations ont confié au cabinet Analysys une étude sur le Projet Ens Gestor en Espagne.

Dans un souci de transparence et d'information, il a été décidé de rendre publique cette étude.

Les conclusions de cette étude sont de la seule responsabilité du cabinet et n'engagent ni l'ART ni la CDC.

## **Projet Ens Gestor**

Le projet Ens Gestor a pour but de développer un réseau de fibres régional en Catalogne, afin de relier les centres de population de la région à Barcelone. Le projet est dans sa première phase de développement et les opérations devraient commencer en 2005.

### ***Contexte***

#### ► *Raisonnement stratégique*

Le but de ce projet est de développer un réseau pérenne dans la région de Catalogne. Le secteur privé n'a, apparemment, pas d'intérêts pour ce type de déploiement d'infrastructures parce que les coûts sont élevés et les opérateurs n'ont pas investi au niveau souhaité. Les officiels impliqués dans ce projet pensent que les infrastructures des réseaux télécoms (fourreaux et câbles en particulier) sont des ressources naturelles que le secteur public doit posséder (même s'il n'a pas nécessairement à les exploiter).

#### ► *Objectifs stratégiques*

L'objectif fondamental du projet est de promouvoir et de permettre la fourniture des accès haut débit aux habitants et aux entreprises de la Catalogne, en attirant les opérateurs de détail. Ceci est impératif afin que la région reste compétitive en Europe.

#### ► *Structure du projet*

La structure du projet est toujours en phase de définition, mais il est attendu que le secteur public déploiera et possèdera l'infrastructure du réseau. Un amendement à la loi a aussi été proposé afin d'obliger les sociétés de service public à aller jusqu'au raccordement des clients avec de la fibre optique lorsqu'elles déploient de nouvelles infrastructures. Le résultat espéré sera la couverture totale de la région dans environ 15 ans.

### ***Description de la solution choisie***

#### ► *Rôle du secteur privé*

Le rôle du secteur privé est limité car il est attendu que le secteur public déploie le réseau lui-même. L'organisation qui devrait gérer ce projet pourrait être privé. Le gouvernement de Catalogne s'attend à négocier avec les sociétés du secteur privé qui possèdent d'autres types d'infrastructures dans la région le droit d'utiliser leurs fourreaux pour ce projet.

#### ► *Modèle économique*

Le modèle économique n'est pas encore finalisé, mais le raisonnement actuel sous-entend que l'investissement requis serait approximativement de 50 millions d'euros par an pendant quatre

ans. Le taux de retour attendu serait de 7% ou plus sur 25 ans. Le risque devrait être minimisé par la couverture des zones les plus peuplées au début, où il existe déjà une demande pour les accès haut débit.

► *Rôle des agences gouvernementales*

Les deux organisations impliquées dans ce projet sont la Generalitat de Catalunya, qui est le gouvernement régional de la Catalogne par l'intermédiaire du Centre de Telecomunicacions i Tecnologies de la Informació, et Localret, un consortium de 800 municipalités en Catalogne établi afin de promouvoir les télécoms dans la région. Les deux organisations sont en train de finaliser la création d'une société à responsabilité limitée pour gérer ce projet et promouvoir le haut débit en Catalogne. La structure financière de la société n'a pas encore été décidée.

Le gouvernement régional de la Catalogne a les pouvoirs nécessaires pour développer ce projet sans aucune autorisation ou intervention du gouvernement central de Madrid.

► *Besoins financiers*

Le financement du réseau devrait être réalisé en utilisant de la dette publique. Il est aussi possible qu'une demande de fonds de la Commission européenne soit faite, mais ce ne devrait pas être l'option principale.

► *Spécifications économiques et techniques*

La société à responsabilité limitée créée par la Generalitat et Localret devrait gérer le réseau après son déploiement en tant qu'opérateur neutre et fournira des accès ouverts à toutes les parties intéressées. L'objectif est d'éviter d'installer des commutateurs et de fournir uniquement des accès de fibre noire dans un premier temps.

Le réseau de fibre devrait aussi transporter le trafic des administrations publiques.

Les prix des accès devraient être en relation avec les coûts de production. Les tarifs devraient être décidés en relation des coûts et non pas des distances. Les prix seront aussi établis par région. Le prix unitaire sera aussi plus faible lorsque la région concernée par le contrat sera plus grande.

► *Structure du projet*

Le plan prévoit de commencer par l'utilisation des infrastructures de Generalitat. Par exemple, la compagnie de chemin de fer régionale (Ferrocarriles de la Generalitat), société publique appartenant à la Generalitat, fournira des accès aux fourreaux et la possibilité de construire le réseau le long des lignes de chemin de fer.

On s'attend de même à ce que les grandes entreprises de la région accepteront de fournir le droit d'utiliser leurs fourreaux. Gas Natural, par exemple, a un très long réseau qui est presque inutilisé et l'équipe projet est en train d'étudier la possibilité de partager l'infrastructure télécoms de la société pour ce projet.

Le réseau régional de fibre devrait être complété par d'autres alternatives pour les accès locaux comme le WiFi, WiMAX et le CPL qui seront déployés lors de création de pilotes.

► *Problèmes légaux et réglementaires*

Il est prévu de commencer le projet sans trop de communication externe, en particulier par rapport au déploiement du backbone dans les centres moyennement peuplés de la région, et initialement prendra la forme d'une aide aux opérateurs pour déployer leurs réseaux et services.

Les autres aspects légaux comme la conformité avec les réglementations de la Commission européenne ont été pris en considération.

► *Impacts et retour d'expérience suite à la mise en place du projet*

Il n'existe pas d'information à ce sujet car le projet n'a pas encore débuté.